



## RÉSUMÉ DU PREMIER FORUM DES PARTIES PRENANTES DU PARTENARIAT AFRIQUE-UE POUR L'ÉNERGIE (PAEE) 9-10 MAI 2012

Le Premier Forum des parties prenantes du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE) s'est tenu les 9-10 mai 2012 au Cap en Afrique du Sud. Le but du Forum était de faire des progrès en ce qui concerne les objectifs 2020 du PAEE dans les domaines de l'énergie renouvelable et du rendement énergétique, de l'accès à l'énergie, et de la sécurité énergétique, en portant une attention particulière à l'énergie renouvelable. Le Forum a rassemblé plus de 250 représentants de gouvernements, la société civile, la recherche et le secteur privé, y compris les institutions financières, pour étudier, entre autres, comment développer les synergies entre différents groupes de parties prenantes et s'attaquer aux obstacles à l'augmentation des investissements et l'aide au développement dans le secteur énergétique. La réunion a aussi servi de plateforme pour le dialogue et l'échange d'idées et d'expériences pour faciliter l'exécution d'« actions sur le terrain ».

La réunion était organisée par le Ministère sud-africain de l'Énergie en collaboration avec les coprésidents du PAEE : la Commission pour l'Infrastructure et l'Énergie de l'Union africaine (UA), le Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement de l'Allemagne, le Ministère fédéral pour les affaires européennes et internationales de l'Autriche, et le Ministère de l'Énergie et des Services publics de l'île Maurice. La Commission européenne a fourni une aide supplémentaire.

Le Forum a comporté une discussion en panel sur les perspectives d'avenir du PAEE, une séance petit-déjeuner pour lancer le rapport de base « Mesurer les progrès du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie », une table ronde sur l'énergie renouvelable, et neuf sessions parallèles interactives pour étudier les questions clés concernant les thèmes principaux du PAEE : l'énergie renouvelable et le rendement énergétique, l'accès à l'énergie, et la sécurité énergétique. Au cours de la session de clôture, le Spécial Rapporteur du Forum a rappelé certaines des propositions pour la marche à suivre faites pendant les discussions, et il a mis l'accent sur les messages destinés à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dite « Rio+20 » et l'Initiative Énergie durable pour tous (SE4ALL) du Secrétaire général de l'ONU.

## RÉSUMÉ DE LA COOPÉRATION AFRIQUE-EUROPE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE

L'Afrique et l'Europe partagent le même intérêt à accélérer l'accès à l'énergie durable, économique, et stable. Bien qu'elle possède des ressources énergétiques durables et abondantes, l'Afrique a besoin d'investissements techniques et financiers



La ministre adjointe sud-africaine de l'Énergie, H.E. Barbara Thompson, ouvre le Premier Forum des parties prenantes du PAEE au nom de l'organisme d'accueil

considérables et de renforcement des capacités pour réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, soutenir la croissance économique et promouvoir le progrès social. De son côté, l'Europe cherche à accroître sa sécurité énergétique avec la coopération des ses partenaires africains.

Ce qui suit est un aperçu des initiatives et programmes importants récents dans le cadre de la collaboration Afrique-UE sur les questions énergétiques et de certains développements internationaux connexes.

### DANS CE NUMÉRO

Résumé de la coopération Afrique-Europe sur le développement énergétique .....	1
Rapport de la réunion .....	2
Séance d'ouverture .....	3
Collecte de données et suivi des objectifs du PAEE ..	4
Franchir les étapes - Rassembler les secteurs privés ..	
africains et européens autour de l'énergie .....	5
renouvelable .....	5
La marche à suivre pour le PAEE .....	5
Messages à Rio+20 et SE4ALL .....	6
Sessions parallèles interactives .....	6
Session de clôture .....	11
Réunions à venir .....	12

**EUEI:** Créée au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) en août-septembre 2002, l'Initiative énergétique de l'Union européenne pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable (EUEI) a mis en place des instruments tels que la Facilité EU-ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) pour l'énergie. Avec un financement de 420 millions EUR, la Facilité vise à promouvoir des services énergétiques modernes, abordables, et durables dans les zones urbaines et périurbaines.

**PAEE:** Le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE), lancé au cours du second Sommet Afrique-UE à Lisbonne, au Portugal, en décembre 2007, est l'un des sept partenariats stratégiques issus de la Stratégie commune Afrique-EU et de son Plan d'action. Le PAEE représente un cadre à long terme pour la structure du dialogue et de la coopération politiques sur les questions énergétiques d'importance stratégique incarnant les besoins africains et européens. Le but central du PAEE est d'accroître l'efficacité des efforts pour assurer des services énergétiques fiables et durables et en étendre l'accès sur les deux continents, amplifier l'accès aux services énergétiques modernes, et renforcer l'énergie renouvelable et le rendement énergétique en Afrique.

#### LA DIRECTIVE SUR L'ÉNERGIE RENOUVELABLE

**DE L'UE :** La directive sur l'énergie renouvelable de l'UE fut adoptée en avril 2009 ; elle engage les états membres de l'UE à faire en sorte que 20% de leur énergie vienne de sources renouvelables avant 2020, dans le cadre des efforts pour accroître la sécurité énergétique et la compétitivité et lutter contre les changements climatiques. Elle vise à maintenir le leadership mondial de l'UE dans les technologies de l'énergie renouvelable. Néanmoins, elle indique que l'UE sera certainement amenée à importer une part de cette capacité et, par conséquent, des projets interrégionaux sur l'énergie renouvelable commencent à prendre forme entre l'Afrique et l'UE.

**GCECC et SE4ALL :** En 2009, le Secrétaire général de l'ONU établit un Groupe consultatif sur l'énergie et les changements climatiques (GCECC) pour faire des recommandations sur la façon d'assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes dans un contexte caractérisé par les changements climatiques, l'éradication de la pauvreté et le développement durable. En novembre 2011, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé le Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous et l'initiative SE4ALL connexe pour mobiliser les efforts de tous les acteurs concernant l'accès à l'énergie et la pauvreté énergétique. La Déclaration de principes du Secrétaire général pour cette initiative établit trois principaux objectifs pour 2030 : assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes, doubler le taux d'amélioration du rendement énergétique, et doubler la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale. L'ONU a aussi désigné 2012 comme l'Année internationale pour l'Énergie durable pour tous, dans le but d'attirer l'attention sur la question.

**PIDA :** Le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), établi par la Commission de l'UA, le Secrétariat du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et la Banque africaine de développement (BAD), vit le jour en juillet 2010. PIDA vise à accroître l'accès aux réseaux intégrés d'infrastructures à l'échelle régionale et continentale et une de ses missions consiste à identifier les projets d'énergie renouvelable prioritaires pour l'investissement.



H.E. Dr Elham M.A. Ibrahim, Commissaire pour l'Infrastructure et l'Énergie de la Commission de l'Union africaine accueille les participants au nom des coprésidents africains

**PAEE –RHN :** La première réunion de haut niveau (RHN) du PAEE, qui s'est tenue les 14-15 septembre 2010 à Vienne en Autriche, a traité d'un certain nombre de thèmes. Elle s'accorda sur un ensemble d'objectifs concrets à atteindre avant 2020, regroupés dans six domaines prioritaires : l'accès à l'énergie, la sécurité énergétique, l'énergie renouvelable et le rendement énergétique, le renforcement des capacités institutionnelles, l'extension des investissements, et le dialogue. Jusqu'en 2020, le PAEE a pris les engagements suivants : assurer l'accès aux services énergétiques modernes et durables pour au moins 100 millions d'Africains de plus, augmenter considérablement l'usage de l'hydroélectricité (10 000MW), de l'énergie éolienne (5 000MW) et solaire (500MW), et tripler la capacité d'autres énergies renouvelables telles que l'énergie géothermique et la biomasse moderne. Le PAEE vise également à augmenter la sécurité énergétique en doublant la capacité des interconnexions transfrontalières à l'intérieur du continent et avec l'UE, tout en doublant l'usage du gaz en Afrique et son exportation vers l'UE.

**PCER :** Lancé à la première PAEE-RHN, le Programme de coopération sur les énergies renouvelables entre l'Afrique et l'UE (PCER) vise à étendre l'accès à l'énergie en encourageant l'usage d'énergies renouvelables et de ce fait contribuer de façon substantielle aux objectifs 2020 du PAEE. Pour ce faire, il doit utiliser les stratégies suivantes : accroître la coopération industrielle et commerciale entre les deux continents, améliorer les cadres politiques et réglementaires concernant l'énergie renouvelable en Afrique, contribuer au développement et financement de projets concrets sur l'énergie renouvelable, et contribuer au développement de la nouvelle génération de professionnels de l'énergie sur le continent. Le PCER s'ajoute aux initiatives en cours telles que le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures et la Facilité Énergie ACP-UE, ainsi que les activités bilatérales des états membres de l'UE et de la Commission européenne.

## RAPPORT DE LA RÉUNION

Le premier Forum des parties prenantes du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie a inclus une séance d'ouverture et de fermeture, un discours d'ouverture, des discussions en panel, une séance petit-déjeuner, une table ronde, et 9 sessions parallèles interactives sur l'énergie renouvelable et le rendement énergétique, l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique.



Ce rapport présente un résumé de toutes les séances, en commençant par les discussions de la session d'ouverture, du discours d'ouverture, des discussions en panel, de la séance petit-déjeuner et de la table ronde, suivies par les discussions au cours des sessions parallèles interactives et de la session de clôture. Le Service Information IISD a suivi 6 des 9 sessions parallèles, mais ce rapport inclut un résumé de toutes les sessions parallèles.

### SÉANCE D'OUVERTURE

Le Premier Forum des parties prenantes du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE) a débuté le mercredi 9 mai. Barbara Thompson, ministre adjointe sud-africaine de l'Énergie, a fait remarquer que le développement des vastes ressources africaines d'énergie renouvelable répond au double objectif de distribuer les services énergétiques aux plus pauvres et de développer les infrastructures pour l'énergie dans le but de promouvoir le développement économique. Mme Thompson a loué la performance des pools énergétiques régionaux africains qui ont réussi à étendre l'accès à l'énergie ainsi que l'approche intégrée du Forum des parties prenantes PAEE.

Elham Ibrahim, Commissaire pour l'Infrastructure et l'Énergie de la Commission de l'Union africaine a félicité les équipes de mise en œuvre pour les résultats obtenus à ce jour. Elle a souligné les efforts faits par le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) pour lier étroitement les infrastructures énergétiques africaines, et constaté que 40 milliards USD sur un total de 68 milliards pour le plan d'action prioritaire avaient été alloués à 15 projets d'infrastructures pour l'énergie qui doivent être complétés avant 2020.

Ingo Herbert, de l'Ambassade d'Allemagne en Afrique du Sud, a souligné la contribution de l'Allemagne au développement de l'énergie durable en Afrique et indiqué l'engagement de son pays à plus que doubler son portefeuille annuel actuel pour atteindre presque 1,8 milliard EUR pour aider à atteindre les cibles du PAEE et de l'Énergie durable pour tous (SE4ALL).

Jean-Paul Joulia de la Commission européenne s'est réjoui de la contribution apportée par le PAEE, un cadre bien établi « au sein duquel l'UE et l'Afrique sont partenaires égaux ». Après avoir indiqué que le manque d'énergie freine la réalisation des objectifs de développement, il a insisté sur le rôle du secteur privé pour combler les écarts de financement pour atteindre les objectifs du PAEE et de SE4ALL en Afrique subsaharienne.

En concluant la séance, Ingmar Stelter du Secrétariat du PAEE a brièvement parlé des objectifs de politique pour 2020, qui représentent la contribution commune UE-Afrique pour atteindre l'objectif de l'accès universel à l'énergie avant 2030, tel qu'énoncé par l'initiative SE4ALL. Il a insisté pour que le Forum mobilise toute l'expertise des acteurs présents pour proposer des actions innovantes pour atteindre les objectifs du PAEE.

**TECHNOLOGIE ET INNOVATION – SOLUTIONS POUR L'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET L'ACCÈS À L'ÉNERGIE :** Ogunlade Davidson de l'Université du Sierra Leone a prononcé le discours d'orientation sur le thème de l'usage de la technologie et l'innovation pour accroître l'énergie renouvelable et l'accès à l'énergie en Afrique. Davidson a fait remarquer que malgré la présence de vastes ressources, la technologie qui permet de les exploiter est onéreuse ou non disponible. Il a réclamé l'amélioration de la phase d'exécution du transfert technologique qui, selon lui,

demande, au delà de la théorie, implication et expérience, y compris tirer des leçons de l'échec. Il a constaté que les systèmes nationaux d'innovation sont absents dans la plupart des pays africains, et il a souligné leur rôle pour encourager l'innovation et créer un climat attractif pour les novateurs. Davidson a mis l'accent sur la nécessité de mieux collaborer avec les politiciens pour mieux comprendre leurs priorités concernant le développement et il a demandé le renforcement des capacités pour les ressources humaines et institutionnelles concernées. Il a également observé que les technologies doivent stimuler la demande pour les ressources énergétiques secondaires et il a recommandé que le transfert technologique forme la pierre angulaire du soutien apporté par l'UE.

**AFFRONTER L'AVENIR - UN PARTENARIAT POUR L'ÉNERGIE AVEC LE SECTEUR PRIVÉ, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA RECHERCHE:** Cette discussion en panel, tenue le mercredi matin, fut présidée par un modérateur, le Sud-Africain Daniel Makokera. Les panélistes étaient Mosiah Ntlai, Standard Bank of South Africa, Jean-Paul Joulia, Ogunlade Davidson, Thomas Akabzaa, du Ministère de l'Énergie du Ghana, Mokgadi Modise, du Ministère de l'Énergie de l'Afrique du Sud, et Elham Ibrahim.

Parlant des expériences des pays dans les partenariats avec de nombreux acteurs, Mme Ibrahim a constaté de nombreux exemples de coopération public-privé avec la société civile. Elle a cité des projets ayant pour but de disséminer des poêles à combustible plus efficaces et, en particulier, un projet soutenu par l'UE et l'UA qui a créé un fonds d'atténuation du risque pour les investisseurs privés dans la Vallée du Rift au Kenya. Elle a demandé aux gouvernements de fournir le financement de démarrage pour aider la généralisation de ces initiatives, par exemple en utilisant des fonds renouvelables. M. Joulia expliqua qu'il était nécessaire de reconnaître le rôle joué par des acteurs différents pour établir des modèles réalistes d'intéressement. M. Modise a souligné l'importance d'obtenir le soutien des parties prenantes concernant les questions d'incertitude et de risque, ce qui demande engagement et dialogue concertés, tout particulièrement lorsque des protections sociales et environnementales sont requises. M. Akabzaa a expliqué que la recherche et le développement sont des aides précieuses pour atténuer les impacts sociaux et environnementaux négatifs mais que ce qui est essentiel c'est de connaître les bonnes pratiques avérées et de les adapter au contexte africain.



Discours de bienvenue du Chargé d'Affaires de l'ambassade d'Allemagne en Afrique du Sud, M. Ingo Herbert au nom du coprésident allemand.



Le Forum du PAEE a permis les échanges entre les acteurs des deux continents, l'Afrique et l'Europe

Répondant à une question sur les considérations à prendre en compte pour stimuler l'engagement de nombreux acteurs, M. Ntlai a affirmé qu'il y a « de l'argent faux et de l'argent vrai ». Il a demandé aux gouvernements d'établir des feuilles de route claires pour le développement de l'énergie renouvelable de façon à encourager l'engagement de tous les acteurs. Il a cité en exemple la contribution faite par le Council for Scientific and Industrial Research (Conseil pour la recherche scientifique et industrielle) en Afrique du Sud pour combler l'écart entre la recherche et le développement d'un côté et la commercialisation de l'autre, de façon à aider les entrepreneurs à minimiser les risques. Néanmoins, M. Davidson a demandé au monde universitaire d'adopter une approche plus proactive en instaurant le dialogue avec le secteur privé, déclarant que « nous ne pouvons pas rester tranquillement dans notre tour d'ivoire ».

Parlant des recoupements possibles entre l'action régionale et nationale, Mme Ibrahim a souligné le rôle des organes régionaux dans l'harmonisation des efforts et donné en exemple la Communauté de développement de l'Afrique australe qui a réussi à établir un pool énergétique commun profitant aux états membres.

#### **COLLECTE DES DONNÉES ET SUIVI DES OBJECTIFS DU PAEE**

Cette séance de petit-déjeuner s'est tenue le jeudi matin. Les coprésidents et le Secrétariat du PAEE ont lancé le rapport « Mesurer les progrès dans le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie » sur la base duquel les objectifs politiques du PAEE seront suivis.

En présentant le rapport, Steffen Behrle du Secrétariat du PAEE a énuméré les mesures prises pour établir le cadre nécessaire pour suivre les progrès réalisés pour atteindre les objectifs du PAEE. Il a souligné la création d'un Groupe de suivi et évaluation du PAEE en 2011 pour mener l'établissement d'un outil de suivi adéquat pour fournir aux responsables et autres acteurs des mesures exactes. En présentant une vue d'ensemble des méthodes utilisées pour l'étude, Jon Marks, de l'Information transfrontalière du RU, a expliqué que ce premier exercice de cartographie avait utilisé des données disponibles à l'échelle nationale qui

avaient permis de révéler de nombreuses lacunes concernant, par exemple, les informations disponibles sur la capacité énergétique disponible ou installée. Il a expliqué que ceci posait des défis considérables à toute prise de décision éclairée, et souligné qu'il était essentiel de mettre à jour la base de données avant de compléter le premier rapport de suivi qui sera présenté à la prochaine réunion de haut niveau du PAEE (PAEE-RHN).

Au cours des discussions qui ont suivi, les intervenants ont souligné, entre autres, les questions suivantes : renforcer les capacités de suivi dans les pays africains, assurer une étroite concordance avec le processus de suivi du SE4ALL et les initiatives régionales en cours, permettre l'accès public aux données de suivi, harmoniser les mesures, et ventiler les données sur l'accès à l'énergie pour permettre un meilleur ciblage des groupes les plus marginalisés. Plusieurs participants ont fait remarquer qu'il est possible d'améliorer les données disponibles en les intégrant mieux avec les ensembles de données suscités par les grands projets énergétiques et les communautés économiques régionales.

Répondant à une question sur une répétition possible des efforts de la part du PAEE et SE4ALL, Franz Marré, du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement en Allemagne a souligné qu'atteindre les objectifs permettra directement de donner accès à l'énergie à 100 millions de personnes supplémentaires et de relancer les efforts de suivi.

Parlant de l'accroissement de l'appropriation des informations sur l'énergie en Afrique, Bernard Barandareka de la Commission de l'UA a observé que la capacité de l'UA de mobiliser des projets énergétiques a augmenté et a donné pour exemple une étude récente de la capacité de production solaire dans 24 pays. En conclusion, plusieurs intervenants ont affirmé que malgré des lacunes importantes, le rapport de base offre un point de départ utile aux efforts de suivi plus concertés et démontre la nécessité pour les responsables africains de prendre le planning énergétique plus sérieusement pour pouvoir obtenir le soutien international.



## FRANCHIR LES ÉTAPES - RASSEMBLER LES SECTEURS PRIVÉS AFRICAINS ET EUROPÉENS AUTOUR DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE

Le jeudi matin, une table ronde sur l'énergie renouvelable a rassemblé les idées des secteurs privés africains et européens participant aux initiatives énergétiques en Afrique. Le panel comprenait Erica Johnson, ESKOM, Afrique du Sud, Nolitha Fakude, Directrice exécutive de la durabilité, Sasol Limited, Afrique du Sud, Lawrence Jones, Alstom Grid Inc., Boldeewijn Sloet, Barefoot Power, Ouganda, Carlo van Wageningen, Lake Turkana Windpower, Kenya, et Gregory Tayi, REPRO Limited, Rwanda. La séance était menée par le modérateur Daniel Makokera.

Parlant de l'état actuel des énergies renouvelables en Afrique, Mme Johnson a affirmé que l'Afrique du Sud est sur le point de changer sa palette énergétique avec l'accroissement des énergies renouvelables au niveau de l'offre et de la demande. Elle a rappelé que la stabilité du réseau national reste la priorité du service public et a encouragé les partenariats pour faciliter l'accroissement des technologies naissantes d'énergies renouvelables. Mme Fakude a expliqué que Sasol a l'intention de diversifier son offre énergétique et cherche des partenariats pour lui permettre de partager son expertise dans l'exploitation des ressources énergétiques. Mme Fakude a aussi parlé de la réglementation gouvernementale qui a facilité le partenariat avec le pipeline de gaz du Mozambique ainsi que l'accord de cogénération avec ESKOM entraînant la fourniture de 140MW au réseau.

Sur le sujet des bonnes pratiques concernant le cadre politique, M. Jones a dit que les réseaux dans le monde entier commencent à accepter des accords de tarification incitative pour les sources d'énergie renouvelable telles que l'éolienne. Il a observé que le type de partenariat et les meilleures pratiques pour gérer ces partenariats changeront selon les ressources renouvelables et l'envergure des projets. M. Sloet fit remarquer que bien qu'il soit plus facile de parler de systèmes et d'infrastructure importants, l'accès au réseau ne peut suivre la demande en Ouganda, ce qui rend les appareils fonctionnant à l'énergie durable à micro-échelle intéressants. Ces appareils permettent aux individus de monter sur l'échelle énergétique et d'entrer dans le système d'offre de services énergétiques modernes.

M. Van Wageningen expliqua avec enthousiasme que l'Afrique est l'endroit idéal pour le développement des énergies renouvelables grâce à la forte demande résultant d'une forte croissance économique et aux vastes étendues de terres et ressources énergétiques. M. Van Wageningen et M. Sloet s'accordèrent pour dire que l'Afrique a l'occasion unique d'adopter les technologies propres en évitant les infrastructures massives nécessaires à la production de combustibles fossiles. M. Tayi a souligné les obstacles rencontrés au Rwanda pour trouver le financement de mini projets pour l'hydroélectricité mais aussi la réussite lorsque les centrales fonctionnent grâce à la mobilisation de programmes de base pour production à petite échelle. Parlant de la réglementation de la production à petite échelle, M. Jones a recommandé une formule de motivation pour des systèmes coopératifs de distribution au niveau local, indépendants du réseau national, et qui peuvent relier les micro-générateurs locaux.

Au cours de la discussion générale, les participants ont souligné, entre autres, que les programmes d'énergie renouvelable doivent tenir compte de la demande pour un combustible de cuisine solide, qui représente la principale source d'énergie en Afrique et est donc une question essentielle si on veut s'atteler à l'accès à l'énergie et ouvrir des opportunités économiques au niveau local. Un des participants a signalé que les applications bioénergétiques



M. Jean-Paul Joulia, Directeur de la section Énergie, DG du Développement et Coopération, Commission européenne, s'adresse aux acteurs au cours de la séance d'ouverture.

propres nécessitent des investissements considérables pour la recherche, le développement et la commercialisation, sans parler des règlements, et par conséquent il faut trouver des « partenaires aux portefeuilles bien remplis pour financer les études techniques nécessaires ». D'autres ont expliqué que pour réussir l'expansion dans le secteur des énergies renouvelables, il faut une perspective à long terme pour permettre à l'Afrique de réaliser son potentiel pleinement, comme on l'a vu pour le développement du secteur des biocarburants au Brésil.

### LA MARCHÉ À SUIVRE POUR LE PAEE

Le jeudi après-midi, Albert Butare, Spécial Rapporteur, a souligné les mesures prises depuis le 1er PAEE-RHN de septembre 2010, en particulier le lancement d'une plateforme en ligne pour les parties prenantes et l'organisation d'une réunion commune des experts et consultations avec les parties prenantes à Bonn en Allemagne en février 2012. Il a ensuite résumé les questions clés soulevées par trois groupes de parties prenantes.

**Pour la société civile :** promouvoir l'intégration dans le secteur énergétique à tous les niveaux, s'assurer que les projets énergétiques à grande échelle se préoccupent davantage des questions d'accès et de réduction de la pauvreté, et aller au-delà de la prépondérance actuelle de l'électricité pour étudier les applications bioénergétiques.

Pour le secteur privé, les questions clés étaient les suivantes: la reconnaissance de la réalité des énergies renouvelables en Afrique et du fait qu'elles offrent des perspectives uniques et à long terme pour le secteur industriel africain, le rôle essentiel joué par un environnement de politiques favorable, et la nécessité d'étudier des instruments financiers innovants pour les projets d'énergie renouvelable dans le secteur privé en Afrique, tels que des « fenêtres d'intérêts spéciaux » et des incitations de premier entrant.

**Pour les institutions de recherche :** favoriser les partenariats importants entre le secteur industriel et les institutions de recherche pour la recherche appliquée, mieux utiliser les capacités européennes de recherche pour le transfert technologique et le renforcement des compétences en Afrique, et que l'élaboration des politiques soit mieux soutenue par la recherche socioéconomique, particulièrement par l'étude des questions connexes concernant les besoins concurrents pour l'eau, la sécurité alimentaire et l'énergie. M. Butare a résumé ainsi les suggestions portant spécifiquement sur « Ce que le PAEE peut faire pour vous » :

- soutenir les groupes de parties prenantes au niveau des pays pour promouvoir des politiques favorisant l'accès et les énergies renouvelables (tous les acteurs) ;
  - rendre opérationnels les réseaux de parties prenantes et plateformes (la société civile, le secteur privé) axés sur l'obtention de résultats sur des sujets spécifiques ;
  - accompagner les efforts en cours pour l'évaluation et le développement d'un plan intégré pour la recherche et le renforcement des compétences (dans la recherche) au niveau régional et/ou panafricain ;
  - contribuer à réduire l'écart de l'attrait financier des énergies renouvelables dans le cadre du Programme de coopération sur les énergies renouvelables entre l'Afrique et l'UE (PCER) (secteur privé) ; et
  - organiser des tables rondes qui permettent de « se retrousser les manches et obtenir des résultats concrets » (secteur privé).
- Faisant partie des actions proposées sur « Ce que vous pouvez faire pour le PAEE », on peut citer :
- renforcer les capacités pour financer l'accès à l'énergie, le rendement énergétique et les projets d'énergie renouvelable en Afrique, tels que des centres de formation pour le financement de l'énergie (secteur privé) ;
  - établir des liens efficaces entre les associations commerciales africaines et européennes pour soutenir le développement organisationnel des associations africaines et apporter des informations concernant les marchés aux associations européennes (secteur privé) ;
  - établir un programme pour la recherche et l'innovation axées sur le développement, par exemple par le biais du déploiement accéléré des énergies renouvelables et l'accroissement de l'accès équitable aux ressources pétrolières et de gaz en Afrique au profit de tous (recherche, société civile) ;
  - initier un dialogue Afrique-Europe transparent sur le futur du commerce pétrolier et du gaz entre les continents (tous les acteurs) ; et
  - renforcer les capacités de sensibilisation des organisations de la société civile africaine qui œuvrent sur les questions énergétiques (société civile).

Dans le cadre des mesures à prendre rapidement, le Forum a demandé au Groupe de suivi et d'évaluation du PAEE d'inviter d'autres représentants des parties prenantes à participer au suivi des progrès pour atteindre les objectifs du PAEE. On a constaté que la Conférence des ministres de l'Énergie de l'UA en novembre allait offrir l'opportunité aux acteurs du PAEE de maintenir la dynamique en participant au forum sur les investissements qui sera organisé au cours de la conférence. On a invité tous les acteurs à continuer de contribuer au forum en ligne dans le cadre de la préparation du Second Forum des parties prenantes en 2014 (plate-forme en ligne disponible à l'adresse <http://aepforum.energypedia.info/>)

M. Butare a conclu que « l'énergie renouvelable est présente en Afrique » et a appelé tous les acteurs à mieux utiliser tous ces partenariats pour tenir les engagements envers les générations actuelles et futures.

#### **MESSAGES À RIO+20 ET SE4ALL**

Albert Butare résuma les messages, recueillis au cours des discussions du Forum, qui seront transmis à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) en juin 2012 et à l'initiative SE4ALL, parmi lesquels on trouve des contributions concrètes faisant partie des objectifs 2020 du PAEE, à savoir :

- étendre l'accès à l'énergie à 100 millions d'Africains de plus;
- augmenter la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique;
- atteindre des augmentations substantielles en rendement énergétique; et faciliter l'engagement des parties prenantes de SE4ALL en Afrique.

#### **SESSIONS PARALLÈLES INTERACTIVES**

Le mercredi après-midi et le jeudi matin et après-midi, des sessions parallèles interactives ont traité des trois thèmes principaux du PAEE : l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, l'accès à l'énergie, et la sécurité énergétique. La section qui suit résume les discussions de ces sessions selon le thème abordé.

#### **ÉNERGIE RENOUVELABLE ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**

**COMMENT CATALYSER LES INVESTISSEMENTS DANS DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE À MESO-ÉCHELLE EN AFRIQUE:** Cette séance du mercredi après-midi s'est axée sur l'environnement de politiques et de réglementations favorable qui est nécessaire à l'augmentation des investissements dans des projets d'énergie renouvelable en Afrique, pour convertir de « bonnes idées » en projets donnant des résultats tangibles.

En introduisant la session, le modérateur Wisdom Ahiataku-Togobo, du Ministère de l'Énergie au Ghana, a fait remarquer que bien qu'on ait beaucoup parlé des investissements à meso-échelle, rien n'apparaît réellement en Afrique. Franz Marré, du Ministère fédéral pour la Coopération et le Développement en Allemagne a souligné le rôle joué par les gouvernements dans la création d'un cadre institutionnel pour stimuler les marchés de l'énergie renouvelable. Martin Lugmayr, du Centre pour les énergies renouvelables et le rendement énergétique (CERRE) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a mis l'accent sur le potentiel commercial des mini réseaux et dispositifs hors-réseaux.

Hussein El-hag, de la Commission africaine de l'énergie (AFREC), a parlé des études en cours et des initiatives de renforcement des capacités visant à augmenter les investissements sur les énergies renouvelables sur le continent. Après avoir noté l'échec des projets de réseaux à grande échelle, Teodoro Sánchez, de l'ONG Practical Action, s'est réjoui de l'accent mis sur la meso-échelle et a demandé plus d'attention sur les questions d'équité, d'appropriation et d'efficacité.

Yaw Afrane-Okese, de la Banque de développement de l'Afrique australe, a souligné le rôle joué par les banques de développement en encourageant l'innovation et rassemblant les idées créatives. Marc Hankins, de African Solar Designs, dit qu'il était temps d'évaluer la réalité des engagements des acteurs pour le développement photovoltaïque en Afrique car non seulement les défenseurs de l'énergie renouvelable ne mettent pas en pratique ce qu'ils prêchent, mais il n'y a pas non plus de politique adéquate pour ce faire. Parlant des défis pratiques à la commercialisation des technologies de l'énergie renouvelable en Afrique, il a souligné le manque de tarification incitative réaliste et l'absence d'importants investisseurs à échelle internationale. Richard Claudet, de la Banque africaine de développement (BAD), a expliqué qu'il fallait réduire les coûts des transactions financières et renforcer la fabrication locale pour être en mesure de réaliser des projets d'énergie renouvelable.



Au cours de la discussion qui suivit, les participants ont déploré la capacité réduite en recherche et développement dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique, qui selon eux est une condition préalable à la pleine réalisation du potentiel du continent. Plusieurs participants ont demandé que les partenariats pour l'énergie s'attachent au transfert technologique et au renforcement de la capacité locale de production. L'un d'entre eux a cité le Cap Vert comme exemple de « bonne pratique » concernant le rôle joué par le gouvernement en attirant les partenariats public-privé dans le secteur des énergies renouvelables, ce qui a permis au service public de réduire sa dépendance envers le diesel et d'obtenir des profits pour la toute première fois. D'autres participants ont dressé une liste de points d'entrée utiles pour les partenariats : partager les coûts pour les vérifications préalables à une opération, investir dans des procédures standard pour les projets d'énergie renouvelable, et étudier comment réduire les coûts de transaction et obtenir le financement de sources différentes.

Dans une discussion sur la création de mesures incitatives dans le secteur privé pour reproduire les succès, on a insisté sur le besoin de créer une demande pour les énergies renouvelables, partager les bonnes pratiques, investir dans des projets pilotes, répondre aux inquiétudes de tous les acteurs concernés, lancer des campagnes d'information, et renforcer la capacité des petites banques qui sont les mieux placées pour financer les projets d'énergie renouvelable à meso-échelle.

En ce qui concerne le rôle des partenaires au développement, les participants ont demandé un soutien à divers niveaux, y compris renforcer les capacités des institutions financières à œuvrer avec de nouveaux groupes de clients, renforcer les capacités des acteurs de la société civile à influencer la demande, encourager la bonne gouvernance et partager les expériences positives. Plusieurs participants ont dénoncé un certain nombre de lacunes dans le discours actuel sur les énergies renouvelables, en particulier l'exclusion des investisseurs privés et des femmes en milieu rural pendant la formulation des projets d'énergie renouvelable.

**L'ÉCONOMIE VERTE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS - FORMATION, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET RECHERCHE APPLIQUÉE :** Cette session en panel, qui s'est tenue le jeudi matin, a permis de présenter et de discuter des perspectives d'emploi en Afrique et dans l'UE, et en particulier des compétences requises pour l'énergie renouvelable, la recherche et le développement, et la formation professionnelle. Les membres du panel étaient Johan van den Berg, Association sud-africaine de l'énergie éolienne, Pierre Dembele, Mali-Folkecenter au Mali, Izael Da Silva, Strathmore University au Kenya, Aicha Adamou, L'Union des professionnels des énergies renouvelables (UPER) en Algérie, et Mamadou Saliou Sow, Sustainable Power Electric Company (SPEC Solar) au Sénégal. Le modérateur était Mike Ensaf, Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en Allemagne.

Ulrike Lehr, de l'Institut de recherche sur les structures économiques GWS en Allemagne, a commencé la session par une présentation sur les conclusions d'une étude sur les effets macroéconomiques de la création d'emplois à partir de l'énergie renouvelable. Utilisant les expériences de l'Allemagne et de la Tunisie, Mme Lehr a identifié les facteurs clés pour le succès : un cadre cohérent de politiques, une forte demande nationale, un secteur industriel national bien établi, et, si possible, une demande internationale. Expliquant que des politiques adéquates stimulent la croissance de la production

nationale et le renforcement des capacités dans toute la chaîne de valeur, Mme Lehr déclara que dans le cas de l'Allemagne, ceci avait entraîné une création d'emplois plus que doublée dans le secteur de l'énergie renouvelable entre 2004 et 2011. Dans le cas de la Tunisie, elle a expliqué qu'une industrie nationale vibrante avait vu le jour, avec quelques grandes entreprises et de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) qui produisent maintenant des chauffe-eau solaires et créent environ 12 000 emplois. Mme Lehr a cependant souligné que stimuler la création d'emplois nécessite avoir des objectifs clairs sur l'énergie renouvelable et le rendement et associer les investissements étrangers et le contenu local.

Un débat s'ensuivit pour considérer dans quelle mesure ce modèle pouvait s'appliquer à la plupart des pays africains. M. Sow a déploré l'absence d'un cadre cohérent de politiques et fait remarquer que certains pays avaient promulgué une réglementation favorable aux investisseurs sans offrir de conseils sur les secteurs énergétiques prioritaires pour les investissements. Il a préconisé une meilleure coopération public-privé pour s'attaquer aux lacunes restantes et assurer la cohérence des politiques. Il a aussi affirmé qu'établir des objectifs sur l'énergie renouvelable devait s'accompagner de programmes de formation appropriés pour renforcer les capacités humaines requises, particulièrement en amont de la chaîne de valeur où on constate le manque de techniciens qualifiés pour installer et maintenir les systèmes locaux d'énergie renouvelable.

En tirant les leçons de l'expérience sud-africaine, M. Van den Berg a réitéré que le soutien politique est étroitement lié à la création suffisante d'emplois, ce qui nécessite des investissements de départ considérables dans le renforcement des compétences. Le secteur éolien à lui seul, dit-il, demande la formation de 950 ingénieurs par an, ce qui nécessite envoyer le personnel à l'étranger tant qu'il n'y a pas suffisamment de capacité de formation locale. Considérant l'expérience de l'Algérie, Mme Adamou a expliqué que des considérations de durabilité, plutôt que la création d'emplois, étaient le moteur principal du programme ambitieux de produire 20 000 MW à partir des énergies renouvelables. Elle a ajouté que tous les acteurs doivent prendre part à la création de la demande nécessaire, sans attendre qu'un cadre réglementaire « idéal » soit d'abord établi. En ce qui concerne le rôle de la



Pr. Ogunlade R. Davidson, Professeur d'ingénierie mécanique à l'université du Sierra Leone prononce le discours d'orientation.

société civile, M. Demebele a parlé du besoin de démontrer qu'il existe des modèles d'énergie renouvelable réalistes, particulièrement au niveau local.

Sur le sujet des bonnes pratiques dans les partenariats public-privé-recherche, M. Da Silva a encouragé tous les participants à tirer parti des centres d'intérêt pour les trois groupes de parties prenantes de façon à établir des synergies et optimiser les opportunités. Il a cité le cadre des Centres d'innovation climatique de la Banque mondiale comme exemple de collaboration multipartite pour renforcer l'innovation dans les PME.

D'autres participants ont souligné qu'il fallait établir une base de données accessible sur le transfert technologique et les opportunités de formation, et faire la distinction entre les emplois directs et indirects en chiffrant la création d'emplois. Plusieurs intervenants ont observé que les énergies renouvelables conventionnelles nécessitent des capitaux considérables et le potentiel de création d'emplois de la bioénergie est plus élevé dans les zones rurales. Selon un participant, puisque ce sont les organes publics qui se chargent majoritairement de la recherche et du développement, ils devraient aussi jouer un plus grand rôle dans le transfert technologique.

**RÈGLEMENTATION ET LÉGISLATION POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES :** Cette session du jeudi après-midi avait pour but de mettre en avant l'engagement des pays à créer un environnement propice à l'énergie renouvelable et le rendement énergétique ; elle était présidée par Marcel Raats, Ministère de l'Économie, de l'Agriculture et de l'Innovation aux Pays-Bas. Le panel comprenait Matthew Matimbwi, Association tanzanienne pour l'énergie renouvelable (TAREA), Oliver Patent, WKN AG en Allemagne, Sisa James Njikelana, Commission Parlementaire pour l'Énergie en Afrique du Sud, et Ibrahima Thiam, Autorités chargées de la réglementation régionale pour l'électricité de la CEDEAO.

Au cours de la discussion, les intervenants ont souligné l'importance de la confiance en un cadre réglementaire fiable et d'un environnement juridique attrayant pour les investisseurs. Après avoir fait remarquer que les solutions doivent être adaptées aux besoins des pays, certains ont expliqué que la tarification incitative pourrait être efficace dans un cas particulier mais décourager la compétitivité dans d'autres contextes. On a aussi souligné l'importance du renforcement des capacités sur l'énergie renouvelable dans les agences de réglementation, les ministères de l'énergie et

autres institutions gouvernementales. On a aussi insisté qu'il fallait inclure tous les acteurs concernés dans la conception de politiques de l'énergie renouvelable et les processus réglementaires pour accroître la transparence, augmenter la sensibilisation à tous les niveaux pour créer la demande, et assurer l'indépendance des agences de réglementation. On a aussi discuté de diverses bonnes pratiques, dont deux appels d'offres récents pour des projets d'énergie renouvelable en Afrique du Sud et l'exonération fiscale pour des applications de technologies d'énergie renouvelable en Tanzanie.

Les participants ont demandé au PAEE d'accompagner le renforcement des capacités des parties prenantes clés en facilitant les échanges entre les régulateurs et les parlements panafricain et européen, le transfert technologique entre l'UE et l'Afrique, et l'élaboration de feuilles de route pour le développement de cadres réglementaires.

### **L'ACCÈS À L'ÉNERGIE**

#### **L'INITIATIVE PAEE ET SE4ALL - LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ, DE LA RECHERCHE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'ACCÈS À L'ÉNERGIE :**

Cette session du mercredi après-midi a étudié comment réussir l'accès à l'énergie et l'énergie renouvelable par le biais de l'augmentation des investissements privés, la technologie et l'innovation, et un environnement de politiques favorable. Le modérateur était Nathaniel Mjema, et les membres du panel étaient Steven Lennon, ESKOM en Afrique du Sud, Jean-Paul Joulia, Alois Mhlanga, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO), Simon Rolland, Alliance pour l'électrification en milieu rural (ARE) en Belgique, et Ishmael Edjekumhene, KITE au Ghana.

Les participants ont souligné qu'ils s'accordaient au sujet de la faisabilité des objectifs de SE4ALL, mais qu'il fallait ensuite savoir comment les atteindre. Augmenter la participation de tous les secteurs dans le développement des énergies renouvelables offre des opportunités d'investissement. Certains ont affirmé pouvoir mobiliser des ressources suffisantes en faisant meilleur usage des mécanismes financiers existants et ont cité le PCER comme bon exemple de collaboration nord-sud. D'autres ont insisté sur l'importance des efforts portés sur l'énergie propre pour la cuisine, qui est le plus grand des besoins non satisfaits en Afrique. Pour ce qui est d'atteindre les objectifs 2020 du PAEE, les participants ont identifié les actions à entreprendre immédiatement : établir une plateforme pour suivre et coordonner les activités au niveau régional, et assurer la coordination sectorielle au niveau national pour la planification et l'établissement de budgets efficaces. Ils ont



Les coprésidents du PAEE ont lancé le Rapport de base pour suivre les objectifs politiques pour 2020 sur l'accès à l'énergie, la sécurité énergétique, les énergies renouvelables, & le rendement énergétique



aussi rappelé qu'il fallait une approche concertée pour s'atteler aux besoins concurrents pour l'eau, la sécurité alimentaire et l'énergie.

**DÉCENTRALISER LES SYSTÈMES POUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE :** Cette session du jeudi matin était axée sur comment catalyser les marchés pour un éclairage moderne et des dispositifs hors-réseau et autonomes pour l'électrification en zones rurales, du point de vue des professionnels de terrain et des entrepreneurs. Le modérateur était Simon Rolland et les membres du panel étaient Ahmed Hamza Ali, Egypt-Japan University of Science and Technology, Nico Peterschmidt, Systèmes intégrés de fourniture d'énergie, Inensus GmbH, Allemagne; Joseph Nganga, Renewable Energy Ventures (K) Ltd, Kenya; Marcel Raats; Pepukaye Bardouille, Société financière internationale (SFI); Stephen Karekezi, AFREPREN; et Wilhelm Karanitsch, Andritz Hydro.

En ce qui concerne les modèles commerciaux efficaces, M. Peterschmidt a parlé des entreprises du secteur énergétique qui offrent un équipement de production mobile aux villages avec des contrats renégociables à court terme, et M. Nganga a décrit le système utilisé par des entrepreneurs qui louent des lanternes solaires à la nuit à un tarif équivalent au coût de l'éclairage au kérosène.

Pour résoudre le problème des coûts de démarrage prohibitifs, M. Karekezi a cité la réussite de projets de production d'énergie qui surfent sur des industries agroalimentaires existantes, ce qui leur permet de répondre à une demande déjà présente et de tirer parti de capacités techniques existantes. Il a aussi recommandé la réhabilitation de petites centrales hydroélectriques désaffectées que l'on peut rendre opérationnelles à moindre coût et rapidement. M. Bardouille a ajouté qu'il était nécessaire de fournir un capital d'exploitation tout au long de la chaîne de distribution pour les appareils consommateurs d'énergie à bas coûts et hors-réseau, tout en faisant connaître les produits et assurant la qualité.

M. Ali a prôné d'établir une carte des ressources énergétiques pour permettre aux investisseurs de reconnaître les opportunités possibles de développement, alors que MM. Karekezi, Nganga et Peterschmidt soutenaient que l'énorme masse de données indispensable à la fourniture d'informations utiles et pertinentes ne constituait pas nécessairement la meilleure façon d'utiliser les fonds disponibles. Selon eux, il vaudrait mieux canaliser les fonds vers le secteur privé pour développer des projets en cours. M. Bardouille a expliqué que le comité consultatif sur les entreprises durables de la SFI utilise les fonds pour catalyser et aider la croissance du secteur privé plutôt que d'injecter de l'argent directement dans le secteur privé. MM. Nganga et Peterschmidt ont attiré l'attention sur le rôle positif joué par les fonds de développement lorsqu'on les utilise pour stimuler les investissements privés en partenariat avec les gouvernements pour obtenir un meilleur environnement de politiques. M. Karekezi a recommandé de minimiser la réglementation et d'offrir des subventions favorables pour la production à petite échelle en dessous de 3MW pour relancer le secteur et entraîner une forte croissance du marché.

Sur la question de savoir si on devrait s'intéresser aux petites initiatives de base ou aux grandes entreprises pour l'électrification et l'accès à l'énergie sur le continent, les panélistes se sont accordés pour dire que les besoins énormes requièrent toutes les approches et qu'il y a des opportunités commerciales aux deux extrêmes. En ce qui concerne les recommandations clés à faire aux décideurs, M. Ali a préconisé

une technologie rentable pour des systèmes décentralisés, M. Peterschmidt a recommandé la rationalisation des tarifs, M. Nganga a souligné l'importance du renforcement des capacités au début des projets, et M. Raats a attiré l'attention sur le renforcement des capacités au niveau local, l'organisation du planning des développements énergétiques et la nécessité de stimuler la demande. M. Bardouille a recommandé l'établissement d'entités de prestation pour l'accès à l'énergie au niveau national, avec des fonds et un personnel adéquats, M. Karekezi a parlé de la déréglementation des marchés pour cibler les entrepreneurs locaux, tandis que M. Karanitsch a insisté sur la nécessité d'obtenir des plans clairs du gouvernement pour attirer les projets privés.

**LA BIOÉNERGIE POUR LE XXI<sup>e</sup> SIÈCLE:** Cette session du jeudi après-midi a été consacrée à la biomasse solide, la principale source d'énergie des ménages africains, au présent et dans un avenir prévisible. Avec une attention particulière donnée aux questions d'équité entre les sexes, la discussion s'est portée sur la culture efficace et durable, le traitement et la combustion de la biomasse pour fournir de l'énergie moderne et propre aux ménages. Le modérateur était Chimwemwe Msukwa, Development Technical Assistance Services au Malawi, entouré de Christa Roth, Food and Fuel Consultants, Johan Eksteen, Pelleting Ltd en Afrique du Sud, Nozipho Mabebe Wright, ENERGIA Africa, André de Groote, SEW/ IFDC au Burundi, Otu Danquah, Commission pour l'énergie au Ghana, Ibrahima Sall, DG, C.N.T. SUARL au Sénégal, et Jörg Fingas, Consultant.

Après la projection d'un court film sur la contribution du bois au futur énergétique « vert » de l'Afrique, M. Msukwa a invité les panélistes à s'interroger sur la façon de mettre davantage l'accent sur la biomasse dans la palette énergétique renouvelable, car celle-ci est actuellement au plus bas niveau de la chaîne de valeur énergétique, considérée à tort comme une source rétrograde d'énergie. Mme Wright fit remarquer que plus de 600 millions d'Africains dépendent de la biomasse solide pour la cuisine et elle a souligné que promouvoir des usages propres et efficaces de la biomasse pourrait avoir des conséquences positives sur la santé, l'autonomisation des



Albert Butare, Spécial Rapporteur du Forum des parties prenantes, résume les discussions au cours des sessions interactives pendant les deux journées et souligne les opportunités pour l'avenir du PAEE.



Quelques panélistes pendant la table ronde sur le secteur des énergies renouvelables : « Franchir les étapes - Favoriser l'union entre le secteur privé africain et le secteur privé européen »

femmes, et la durabilité environnementale. M. Eksteen a demandé que le PAEE contribue à placer la biomasse sur un pied d'égalité avec d'autres sources d'énergie. Mme Roth a fait remarquer que la biomasse est considérée un combustible progressiste et propre dans de nombreux pays européens qui possèdent des mesures incitatives pour promouvoir des technologies telles que les granulés de bois. Les intervenants avaient des opinions divergentes sur la question des subventions : certains pensaient qu'offrir des mesures incitatives pour les innovations bioénergétiques est une bonne chose pour l'Afrique, tandis que certains représentants du secteur privé soutenaient que cette mesure étouffera la concurrence dans les marchés locaux. Par contraste, d'autres participants pensaient qu'au vu de leur manque de pouvoir d'achat, les ménages pauvres ont besoin d'aide pour adopter des technologies propres, ce qui demande des programmes de recherche et développement soigneusement ciblés et de dissémination pour stimuler la demande.

Concernant les besoins concurrents pour la bioénergie, l'eau, et la sécurité alimentaire, M. de Groote a réclamé des approches intégrées, comme celles pratiquées dans les systèmes agro-forestiers, alors que d'autres participants demandaient des critères clairs de durabilité pour éclairer les priorités concernant l'utilisation des terres.

Après avoir rappelé que l'usage efficace des déchets agricoles et humains représente un élément important mais négligé de la bioénergie, M. Sall a attiré l'attention sur le travail réalisé par son organisation pour promouvoir la production de biocharbon à partir d'écorces de riz au Sénégal. Plusieurs participants ont cependant souligné qu'il ne pouvait y avoir de politique de taille unique.

Les participants ont discuté des principes directeurs utiles concernant les modèles commerciaux permettant d'accroître l'accès à l'énergie aux populations pauvres, par exemple démontrer clairement les avantages des services énergétiques alternatifs en termes de coûts et de temps, faire usage de matériaux bon marché et disponibles localement, et relier le marketing d'appareils de cuisson économes en énergie à la source d'énergie appropriée, par exemple en fournissant des boulettes à base de déchets agricoles tout en faisant le marketing de fours économiques. Les participants ont demandé au PAEE d'encourager le développement de normes de qualité pour fours économiques et autres appareils ménagers appropriés et d'aider à trouver le financement nécessaire pour des projets pilotes pour encourager l'extension de technologies qui ont fait leurs preuves.

### LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE DÉVELOPPEMENT À GRANDE ÉCHELLE D'INFRASTRUCTURES POUR L'ÉNERGIE EN

**AFRIQUE :** Cette session du mercredi matin était axée sur la situation actuelle, y compris les opportunités et obstacles concernant le développement de grandes infrastructures pour l'énergie en Afrique en vue de resserrer les liens entre les objectifs du PAEE et les Perspectives PIDA pour 2020 et 2040.

Le modérateur était Daniel Makokera, accompagné des panélistes suivants : Ernesto Alvarez Martínez, Grupo TSK, Wolfgang Moser, Ministère fédéral pour les affaires européennes et internationales de l'Autriche, Jacques Moulot, BAD, et Philippe Niyongabo, Commission de l'UA.

En parlant des leçons tirées de projets d'infrastructures, M. Alvarez a rappelé que des projets d'énergie solaire sont en cours de développement au Maroc et en Afrique du Sud, ce qu'il a attribué à des signes forts résultant de politiques gouvernementales claires et de législation visant à promouvoir les investissements. M. Moulot a expliqué que le développement énergétique comporte trois aspects, à savoir l'accès à l'énergie, la sécurité et la distribution. Il a aussi souligné la tendance en faveur de projets d'infrastructures au niveau régional, appuyé par M. Niyongabo qui a réclamé une plus grande interconnectivité entre les blocs d'énergie régionaux. M. Moulot a également noté d'autres avantages d'une approche régionale, telle que la coopération dans le développement de ressources énergétiques à moindre coût, qui profite aussi bien à ceux qui possèdent des ressources énergétiques bien développées qu'aux autres.

La discussion se porta alors sur les questions financières (« Y a-t-il de l'argent? » et « Où se trouve l'argent? »). Des participants ont maintenu que l'Afrique a de l'argent, dans de nombreux fonds qui n'ont pas été utilisés, tels que les caisses de retraite, mais qu'il faut des projets donnant des résultats tangibles. D'autres n'étaient pas d'accord, et ils ont affirmé que les banques suivent les signes donnés par les gouvernements, et que le financement ira là où les gouvernements ont indiqué leurs priorités. M. Alvarez a mentionné les accords indépendants à long terme de producteurs d'énergie et les processus d'appels d'offres en Afrique du Sud et au Maroc qui ont permis d'attirer de nombreux investissements et projets.

Répondant à la question de savoir quel était « le maillon le plus faible » dans la relation du PAEE, les panélistes ont indiqué la pénurie de ressources humaines compétentes, disant qu'il fallait créer davantage de centres de formation et conserver le personnel qualifié. Les avis étaient partagés en



ce qui concerne ce qui vient d'abord : la demande ou l'offre. Certains ont noté que les investisseurs à grande échelle ont besoin d'une stratégie industrielle d'accompagnement pour savoir ce qui pourrait absorber l'augmentation de l'offre énergétique. D'autres pensaient qu'il fallait d'abord créer une offre excédentaire pour stimuler la demande de production.

Répondant à ceux qui voulaient savoir si les objectifs de PIDA étaient en conflit avec ceux du Partenariat UE-Afrique pour l'infrastructure, M. Niyongabo a expliqué que les recommandations de PIDA avaient été évaluées et qu'au moins 30% des projets de PIDA étaient couverts par le Fonds fiduciaire pour l'infrastructure.

**FINANCEMENT PRIVÉ DE L'ÉNERGIE EN AFRIQUE : MOTEURS ET OBSTACLES :** Cette session du jeudi matin s'est portée sur les questions de coûts, profitabilité, risques et compétitivité du point de vue des investisseurs privés. Le modérateur était Daniel Makokera, entouré de Peter Malika, E+Co East Africa, Khilna Dodhia, Kenergy Renewables au Kenya, Madalo Minofu, Banque de développement de l'Afrique australe, Bernard Barandareka, Jeff Murage, Kenya Association of Manufacturers, et Andreas Spiess, Solarkiosk, GmbH. Mme Dodhia a insisté qu'il fallait un cadre réglementaire stable qui offre la sécurité à long terme aux investisseurs. Parce que le financement des étapes du début est particulièrement difficile, ajouta-t-elle, le recensement des ressources par les gouvernements pourrait offrir une solution à ce problème. M. Malika a expliqué que les études de vérification au préalable sont compliquées et très longues et qu'il faut vraiment renforcer les capacités des promoteurs de projets. Après avoir rappelé l'expérience de l'Afrique du Sud dans l'établissement d'un cadre réglementaire favorable, M. Minofu a insisté sur la nécessité d'offrir la sécurité aux parties contractantes.

Puisque les investisseurs européens semblent préférer les projets plus courts et un calendrier de financement d'environ cinq ans, M. Spiess a recommandé un jumelage efficace entre les promoteurs de projets et les bailleurs de fonds de projets. M. Barandareka a cité les systèmes de développement de la géothermie et de gestion du risque de la Commission de l'UA comme exemples d'instruments conçus spécifiquement pour attirer les investissements dans le domaine des énergies renouvelables.

Au cours de la discussion, les participants ont cité la préparation minutieuse de projet, la couverture du risque de change et les stratégies de retrait réalisables comme exemples de dispositifs d'atténuation des risques pour le financement de l'énergie renouvelable.

**EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE - UNE SOLUTION POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE:** Ernest Asare, Ghana Energy Foundation, était le modérateur de cette session du jeudi après-midi axée sur les mesures et initiatives de rendement énergétique du point de vue de l'offre et de la demande en cours en Afrique. Les membres du panel étaient Nebojsa Nakicenovic, Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), L.J. Grobler, Southern African Association for Energy Efficiency (Association pour le rendement énergétique d'Afrique australe), Etiosa Uyigie, Programme pour le rendement énergétique du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Nigeria, Yezouma Coulibaly, 2iE, Burkina Faso, Edouard Dahomé, Electricité de France (EDF), Damien Navizet, Agence française de Développement (AFD), Afrique du Sud, et Musara Beta, Southern African Power Pool (Pool énergétique de l'Afrique australe).

M. Nakicenovic a souligné que les investissements sur le rendement énergétique sont essentiels pour atteindre les objectifs de l'ONU concernant le rendement énergétique et

l'accès à l'énergie. Il a ajouté que les gains en rendement doivent couvrir les coûts d'investissements au long terme. Selon M. Grobler, le secteur du rendement énergétique sud-africain a été stimulé par la crise énergétique sud-africaine et ESKOM, le service public, a dépensé près de 1 milliard USD, provenant des taxes sur les tarifs d'électricité, pour atteindre et dépasser l'objectif d'économies de 2 300MW.

Parlant des initiatives pour le rendement énergétique en Afrique, M. Grobler a indiqué que les meilleures économies énergétiques provenaient du secteur industriel plutôt que commercial et résidentiel. M. Asare a parlé du programme axé sur la demande au Ghana pour remplacer les lampes à incandescence inefficaces par des lampes fluorescentes compactes en précisant que ce programme, lui aussi, répondait à une crise énergétique. M. Uyigie a décrit le programme nigérien pour établir des normes de performance pour les réfrigérateurs et les climatiseurs. M. Coulibaly a décrit un certain nombre de méthodes passives utilisées pour améliorer les caractéristiques thermiques de maisons et de petits bâtiments, qui entraînent aussi des économies de climatisation, mais il a regretté qu'il n'existe pas de codes complets pour la construction écologique dans son pays comme dans d'autres pays de l'Afrique occidentale.

Parlant de l'expérience du rendement énergétique axée sur l'offre, M. Dahomé a affirmé que les coûts d'investissements de départ sont des décisions économiques qui doivent être appropriées à la situation. M. Beta a expliqué que le Pool énergétique de l'Afrique australe est une association qui comprend 14 opérateurs publics répartis dans 12 pays et doit faire face aux mêmes problèmes que les opérateurs publics nationaux, à savoir que la demande dépasse l'offre ; on utilise donc des mesures de gestion de la demande. Parlant du financement du rendement énergétique, M. Navizet a rappelé l'importance des questions énergétiques dans le programme de l'AFD. Selon lui, les projets énergétiques représentent un tiers du financement octroyé dans les cinq dernières années avec 15% de 6 milliards EUR alloués à des projets de rendement énergétique. Il a observé que l'AFD s'attache particulièrement à aider les banques locales à offrir du crédit « vert » et est entrée en partenariat avec plusieurs établissements de crédit en Afrique du Sud. Selon lui, le timing est parfait, au vu de l'amélioration de la réglementation, des tarifs énergétiques élevés, et de l'augmentation de l'intérêt porté au rendement énergétique dans le secteur privé. Au cours de la discussion des mesures nécessaires pour encourager les pouvoirs publics à s'intéresser au rendement énergétique, M. Dahomé a recommandé de fixer des tarifs corrects, revoir l'efficacité de la palette énergétique, et prendre des dispositions institutionnelles pour les sociétés de services énergétiques. M. Grobler, lui, a recommandé de rendre les informations sur le rendement énergétique obligatoires.

#### **SESSION DE CLÔTURE**

Au cours de la session de clôture le jeudi après-midi, Ompi Aphane, du Ministère de l'Énergie en Afrique du Sud, s'est félicité d'avoir pu entendre les opinions des acteurs concernés par les questions énergétiques. Il a demandé aux nations africaines d'accroître leur cohérence et coordination et a fait remarquer que les trajectoires de croissance sobre en carbone vont dépendre d'un approvisionnement énergétique transfrontalier, tel que, par exemple, pour la production d'hydroélectricité à grande échelle. Il a souligné la nécessité de réunir tous les sujets abordés au cours de la conférence pour aider à améliorer la formulation de politiques futures.

Freddy Adams, Président du Comité parlementaire restreint d'Afrique du Sud a affirmé que les discussions fructueuses avaient permis de faire ressortir le rôle des acteurs concernés et la voie à suivre pour les énergies renouvelables sur le continent. Il a souligné que les investissements considérables dans les projets PIDA doivent contribuer au développement

social. Il a rappelé qu'une large palette d'opportunités sur le continent est offerte aux investisseurs et aux bailleurs de fonds, mais que ces opportunités doivent accompagner le renforcement des capacités et la formation qu'il a encouragés par le biais des universités et collèges. Il a demandé que le partenariat Afrique-UE continue de s'atteler au double objectif d'accroître l'accès à l'énergie en Afrique tout en compensant l'empreinte carbone de l'Europe.

Le Forum s'est terminé à 17h35. Le vendredi, une visite à un site de fabrication de turbines éoliennes au Cap et au parc éolien de Darling fut organisée pour les participants intéressés.

## RÉUNIONS À VENIR

**IAIA12 Futur énergétique:** La 32e conférence annuelle de l'International Association for Impact Assessment (IAIA) doit considérer le rôle de l'évaluation de l'impact sur les décisions et choix futurs au niveau mondial, national et local. Elle sera organisée autour de quatre thèmes : énergie renouvelable, combustibles fossiles, transport électrique, et le bond en avant de l'électricité. dates: 27 mai - 1 juin 2012 location: Porto, Portugal contact: IAIA Secrétariat [www: http://www.iaia.org/iaia12/](http://www.iaia.org/iaia12/)

**ACEF 2012:** Le 7e Asia Clean Energy Forum (ACEF) va souligner les stratégies et mécanismes couronnés de succès qui visent à accélérer l'accès à des énergies à faible émission de carbone et abordables. Les participants venus d'Asie et du monde entier vont partager leurs connaissances pratiques sur ce qui marche dans les domaines clés de l'accès à l'énergie, les technologies des énergies propres, politiques et réglementation, finance, et comment les acteurs concernés peuvent œuvrer ensemble pour accélérer le développement des énergies à faible émission de carbone. dates: 4 - 8 juin 2012 location: ADB Headquarters, Manila, Philippines contact: Forum Secrétariat phone: +66-2-793-4642 email: [cleanenergy@adb.org](mailto:cleanenergy@adb.org) [www: http://www.asiacleanenergyforum.org/](http://www.asiacleanenergyforum.org/)

**EUSEW 2012:** EU Sustainable Energy Week (EUSEW) (Semaine européenne pour l'énergie durable) est une initiative de la campagne Sustainable Energy Europe. Chaque année, des centaines d'organisations et d'individus organisent des Journées sur l'énergie qui font la promotion du rendement énergétique et des sources d'énergie renouvelable. À Bruxelles, une conférence de haut niveau de trois jours, organisée par des institutions et associations européennes, donnera aux participants l'opportunité de s'informer sur les politiques énergétiques et programmes de soutien de l'UE, de rencontrer le personnel de l'UE, d'échanger des idées avec d'autres acteurs dans le secteur de l'énergie durable et de poursuivre des opportunités d'affaires. dates: 18 - 22 juin 2012 location: Commission européenne, Bruxelles, Belgique contact: SEE Secrétariat email: [info@eusew.eu](mailto:info@eusew.eu) [www: http://eusew.eu/energy-days-europe](http://eusew.eu/energy-days-europe)

**Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20):** Rio+20 doit marquer le 20e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet «Planète Terre»), qui s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil en 1992. dates: 20-22 juin 2012 location: Rio de Janeiro, Brésil contact: UNCSD Secrétariat email: [uncsd2012@un.org](mailto:uncsd2012@un.org) [www: http://www.uncsd2012.org/rio20/index.html](http://www.uncsd2012.org/rio20/index.html)

**Forum de haut niveau CEDEAO:** Ce Forum de haut niveau de trois jours sur « Ouvrir la voie à l'énergie durable pour tous en Afrique occidentale grâce aux énergies renouvelables et au rendement énergétique » est organisé conjointement par CERRE, le Global Forum for Sustainable Energy (GSFE) et UNIDO. dates: 8 -10 octobre 2012 location: Accra, Ghana contact: CERRE Conference Secretariat phone: +238-260-4630 fax: +238- 262-4608 e-mail: [conference@ecreee.org](mailto:conference@ecreee.org) [www: http://ecreee.vs120081.hl-users.com/website/index.php?ecowas-high-level-forum](http://ecreee.vs120081.hl-users.com/website/index.php?ecowas-high-level-forum)

**Première conférence internationale sur l'énergie renouvelable hors-réseau :** Cette conférence va accueillir tous les acteurs concernés par le secteur de l'énergie renouvelable hors-réseau, mais vise particulièrement à rassembler les décideurs et les acteurs du secteur. dates: 11-12 octobre 2012 location: Accra, Ghana contact: Alexandra Reis phone: +32-2-400-1051 fax: +32-2- 400-1010 email: [a.reis@ruralelec.org](mailto:a.reis@ruralelec.org) [www: www.ruralelec.org](http://www.ruralelec.org)

**La Conférence des ministres de l'énergie en Afrique (Conference of Energy Ministers of Africa -CEMA):** Cette conférence se tiendra au début du mois de novembre 2012. date: tbc location: tbc contact: AU Commission phone: +251-11-551-2622 [www: http://au.int/en/dp/ie/](http://au.int/en/dp/ie/)

**Réunion de haut niveau du PAEE :** La section de haut niveau de la Réunion de haut niveau du PAEE va rassembler les commissaires de l'Union africaine et européenne, les ministres responsables des questions énergétiques et autres dans le but de renforcer et promouvoir la coopération sur les questions d'énergie et les liens entre l'Afrique et l'Europe. date: tbc location: tbc contact: PAEE Secrétariat phone: +49-61-9679-6312 email: [info@euei-pdf.org](mailto:info@euei-pdf.org) [www: http://africa-eu-partnership.org/partnerships/energy](http://africa-eu-partnership.org/partnerships/energy)

**Forum des parties prenantes du PAEE :** Le Second Forum des parties prenantes du PAEE se tiendra en 2014 et vise à rassembler des membres et représentants importants du secteur privé, la société civile, le monde universitaire et les institutions financières pour étudier ensemble la possibilité de mettre en œuvre des « actions sur le terrain » et de discuter des questions clés et faire des recommandations aux décideurs politiques. date: tbc location: tbc contact: PAEE Secrétariat phone: +49-61-9679-6312 email: [info@euei-pdf.org](mailto:info@euei-pdf.org) [www: http://africa-eu-partnership.org/partnerships/energy](http://africa-eu-partnership.org/partnerships/energy)



Les représentants de haut niveau parlent de l'importance de la coopération entre tous les groupes de parties prenantes du PAEE.